

Journée des Employeurs 2011

«Redresser le gouvernail de l'AVS»

Le Conseiller fédéral Didier Burkhalter souhaiterait créer une plateforme «Ensemble pour l'AVS» afin de réaliser avec les partenaires sociaux, les partis et les cantons une réforme de l'AVS susceptible de rallier une majorité et de garantir ainsi la stabilité de l'assurance sociale. C'est ce qu'a expliqué le chef du DFI à l'occasion de la Journée des employeurs. La discussion de groupe qui a suivi son exposé a fait ressortir la diversité des positions susceptibles d'apparaître dans cette plateforme. **Par Silvia Oppliger**



Photo: Silvia Oppliger

Didier Burkhalter a relevé l'importance du partenariat social pour l'économie suisse.

Dans son exposé, l'orateur invité Didier Burkhalter, chef du Département fédéral de l'intérieur (DFI), a évoqué les défis qui s'annoncent dans le domaine des assurances sociales. Le système des rentes en particulier est sous pression en raison des changements démographiques. Selon lui, le système de la sécurité sociale apporte une importante contribution à la prospérité économique de la Suisse. C'est pourquoi il importe d'assurer sa stabilité pour l'avenir.

«Ensemble pour l'AVS»

Pour assurer le financement de l'AVS, le chef du DFI souhaite créer une plateforme «Ensemble pour l'AVS» et trouver dans ce cadre, avec les partenaires sociaux, les partis et les cantons, des solutions en vue d'une réforme de l'AVS axée sur la pratique et susceptible de rallier une majorité. Les chiffres les plus récents montrent que dans sa forme actuelle, l'AVS ne connaîtra pas de difficultés financières avant 2020. Ce temps de répit s'explique surtout par l'immi-

gration liée à la libre circulation des personnes. «Nous avons donc encore un peu de temps pour redresser le gouvernail de l'AVS avant d'entrer en phase de turbulences», a déclaré M. Burkhalter. Il importe de saisir cette chance.

Le Conseil fédéral n'a pas de plan tout fait dans ses tiroirs. Mais la réforme qu'il prévoit pour l'AVS vise essentiellement une stratégie qui tend à «restaurer la valeur du travail», a déclaré le chef du DFI. Ainsi, elle comporterait des instruments propres à encourager une plus longue présence dans la vie active: passage d'un âge légal de la retraite rigide à une période de retraite associée à des incitations à une plus longue participation à la vie active et freinant la retraite anticipée ainsi qu'à un amortisseur social pour les groupes les plus défavorisés.

Aujourd'hui déjà, deux tiers des travailleurs en Suisse partent à la retraite avant ou après l'âge légal, a précisé Didier Burkhalter. Une flexibilisation collerait de plus près à la réalité. Le Conseil fédéral examine aussi des modèles

de mécanismes autorégulateurs du financement du système à long terme. Ils seraient susceptibles, le cas échéant, d'entrer en vigueur déjà avant la révision proprement dite.

«Le travail prime la rente»

Le travail est également au centre de la stratégie adoptée en matière d'assurance-invalidité (AI) où la révision s'inspire du principe «le travail prime la rente». Le conseiller fédéral Burkhalter a souligné l'importance de la prochaine révision 6b qui permettra d'assainir définitivement les finances de l'AI. Il en a profité pour lancer un appel aux employeurs, leur demandant de continuer à collaborer à l'intégration et la réintégration des travailleurs aux performances limitées.

Enfin, le chef du DFI a relevé l'importance du partenariat social pour une économie suisse stable et flexible. Ce facteur contribue à créer des emplois, notamment pour les jeunes.

Intéressant panel de discussions

L'exposé a été suivi d'un débat placé sous la direction du journaliste de la NZZ Marco Färber. Y ont pris part les représentants des cinq partis gouvernementaux qui ont discuté de l'immigration, de la libre circulation des personnes avec l'UE et des mesures d'accompagnement, de l'âge de la retraite à 65 ans et de la révision de l'AVS ainsi que de la pénurie de main-d'œuvre spécialisée. Au nombre des participants figuraient Jacqueline Fehr (vice-présidente du PS), Caspar Baader (président du groupe UDC), Dominique de Buman (vice-président du PDC), Hans Grunder (président du PBD) ainsi que Fulvio Pelli (président du PLR-Les Libéraux). ■